



SECTION
DU
VAR



Monsieur le Président,

Le PLF 2023 continue de récompenser bien peu glorieusement notre administration en la consacrant, pour la énième année consécutive, meilleure contributrice officielle de suppressions d'emplois dans toute la Fonction publique d'État !

L'Intersyndicale 83 rappelle que nous avons connu plus de 30 000 suppressions d'emplois depuis 2008. Ce sont 850 suppressions d'emplois en 2023, encore 850 suppressions de trop au vu des difficultés majeures que rencontrent les collègues actuellement aux prises avec des réformes qui déstructurent et désorganisent comme jamais les services et les missions.

Si les ministres, la DG et, maintenant, les directions locales ont beau jeu de vouloir minimiser le nombre des suppressions d'emplois, pour l'Intersyndicale 83, il n'en demeure pas moins que ce sont l'équivalent des effectifs de la DDFIP des Pyrénées Atlantiques ou de la Loire par exemple !

De plus, il n'en demeure pas moins que les directions territoriales perdent 1359 suppressions nettes d'emplois quand 675 seront redéployés vers les services centraux ou les services à compétence nationale.

Quelle structure privée ou publique supporterait un tel traitement de choc pendant 15 ans ?

Les catégories B et C continuent de supporter la très large majorité des suppressions d'emplois au nom de prétendus gains de productivité.

La déclinaison du PLF au plan local se traduit par la suppression de 25 emplois (et la création d'un poste d'IP) qui vont notamment assécher les SIP et le contrôle fiscal !

Ces suppressions d'emplois sont inacceptables !

Nous n'avons cessé de le dire, de le répéter, exemples à l'appui : les services sont exsangues et les personnels sont fatigués et dégoûtés par ces évolutions mortifères.

Les agents souffrent dans leur travail.

Pour l'Intersyndicale 83, les suppressions d'emplois à l'ordre du jour de ce CSAL sonnent comme une véritable provocation et sont indignes et indécentes au regard des attentes et des droits des citoyens. Elles sont aussi indignes et indécentes au regard des agents dont l'engagement et la conscience professionnelle ne suffisent plus à compenser le manque d'effectifs dans les services.

Le processus de démission silencieuse de la part des collègues risque de se poursuivre.

Pour l'ensemble des raisons exposées précédemment, l'intersyndicale DGFIP 83 ne siègera pas au CSAL emplois de ce jour, marquant ainsi le rejet de cette politique de désengagement, de réduction à marche forcée des moyens de notre Service public et du mépris affiché, pour les fonctionnaires en général, et, pour les agents de la DGFIP en particulier.

En outre, nous tenons à nous exprimer unanimement **CONTRE LA FERMETURE de la CAISSE ET DE L'ACCUEIL de VAR AMENDES.**

En effet, cette décision irait à l'encontre du travail accompli par une équipe investie, à l'encontre des résultats obtenus dans un contexte pourtant difficile, et surtout à l'encontre des usagers qui n'ont d'autres interlocuteurs que nos services !

Par ailleurs, suite aux annonces gouvernementales, l'Intersyndicale 83 ne peut que réaffirmer son opposition totale et unanime à un projet de réforme des retraites prévoyant le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation !

Ce projet est pour nous injuste et infondé. 62 ans, c'est déjà trop, alors 64 c'est NON !

19 janvier 2023 : Non à l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à 64 ans!